Sujet: Élections de neuf membres du Comité des droits des personnes handicapées


En vertu des paragraphes 5 et 6 de l’article 34 de ladite Convention, le Secrétaire Général a l’honneur d’inviter votre État respectif, dans le but de nominer les candidats au titre de membre du Comité. Chaque État partie peut designer un de ses propres ressortissants, conformément à l’article 34, paragraphe 5 de la Convention.

Selon le paragraphe 3 de l'article 34 de la Convention, "Les membres du Comité siègent à titre personnel et sont des personnalités d’une haute autorité morale et justifiant d’une compétence et d’une expérience reconnues dans le domaine auquel s’applique la présente Convention". En nommant leurs candidats, les États parties sont invités à tenir dûment compte de la disposition exposée dans l’article 4.3 de la Convention présente, selon lequel : "ainsi que dans l’adoption de toute décision sur des questions relatives aux personnes handicapées, les États Parties consultent étroitement et font activement participer ces personnes, y compris les enfants handicapés, par l’intermédiaire des organisations qui les représentent".

Selon le paragraphe 4 de l’article 34 "Les membres du Comité sont élus par les États Parties, compte tenu des principes de répartition géographique équitable, de représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, de représentation équilibrée des sexes et de participation d’experts handicapés".

La composition actuelle du Comité consiste en une femme et 17 hommes, qui viennent des régions suivantes : un membre d'Amérique Latine et des Caraïbes, cinq d’Afrique, cinq d’Asie-Pacifique, quatre d’Europe de l’Est et trois d’Europe occidentale et d'autres États. Quant aux neuf membres dont le terme finira le 31 décembre 2018, il se trouve une femme et sept hommes; dont un membre d'Amérique Latine et des Caraïbes, 2 d’Afrique, 2 d’Asie-Pacifique, 2 d'Europe de l'Est et 2 d'Europe occidentale et d'autres États.


"Encourage les États parties à continuer de s’efforcer de nommer des experts de haute moralité compétents et expérimentés dans le domaine des droits de l’homme, plus particulièrement celui couvert par le traité pertinent et, selon le cas, à envisager d’adopter des politiques ou des mécanismes au niveau national pour proposer la candidature d’experts à des sièges à pourvoir au sein des organes conventionnels des droits de l’homme ;" (paragraphe 10)

"Encourage les États parties à veiller, lors de l’élection d’experts des organes conventionnels, à ce qu’il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels des droits de l’homme, comme le stipulent les instruments pertinents relatifs aux droits de l’homme, d’une répartition géographique équitable, d’une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d’une représentation des sexes équitable et de la participation d’experts handicapés ;" (paragraphe 13)


Les nominations ainsi que les données biographiques devront être transmises, en utilisant la forme présentée en pièce jointe (Annexe II), au Secrétaire-Général, à l’Office du Haut-Commissariat des Droits de l’Homme, Secrétariat du Comité des droits des personnes handicapées, en version électronique (format Word) à jagaya@ohchr.org avec une copie à creynaud@ohchr.org et registry@ohchr.org. Il est à noter que le dernier délai de transmission est le 12 Avril 2018.

Conformément à l’article 34, paragraphe 6 de la Convention, le Secrétaire-Général élaborera ensuite une liste, en ordre alphabétique, de toutes les personnes nominées, en précisant les États parties les ayant nominés. Cette liste sera ensuite transmise aux États parties.

Le 12 février 2018